

**Chers amis,**

« **La culture n'est pas un luxe, c'est une nécessité** ». Je veux vous faire partager cette conviction qui est la mienne dont j'emprunte la formulation à l'écrivain chinois, prix Nobel de littérature : Gao Xing Jian.

Nul ne peut nier la valeur intrinsèque de la culture. Constitutive de l'histoire des civilisations et des organisations sociétales qui en découlent, elle construit des hommes et des citoyens.

Elle représente tout à la fois un enjeu social et économique majeur : **social** parce qu'elle est un facteur de cohésion nationale et d'intégration **économique** parce que contrairement à des idées reçues la culture représente une valeur ajoutée non négligeable.

Le spectacle vivant c'est, selon Jean-Paul Guillot, président du BIPE, une valeur ajoutée de l'ordre de 11 milliards d'euros ce qui est comparable à celle de l'industrie aéronautique, navale et ferroviaire réunies. Les emplois directs et indirects sont au nombre 450 000 soit autant que dans la production automobile ! **La culture est incontestablement un levier du développement économique et touristique.** Le spectacle vivant comme notre riche patrimoine architectural, muséal et littéraire sont **des facteurs d'attractivité et de rayonnement pour notre pays.**

**Et pourtant** si les politiques culturelles successivement mises en œuvre depuis Malraux ont doté le pays d'équipements culturels et de festivals parmi les plus riches d'Europe, **deux objectifs fondateurs n'ont été que partiellement atteints : la démocratisation culturelle** (l'accès de la culture, sous toutes ses formes et au plus grand nombre) **reste largement illusoire et la création est en danger.** Par ailleurs, force est de constater que **l'influence culturelle de la France sur la scène internationale est aujourd'hui moindre.**

Ainsi, à l'heure de la concentration des industries de loisirs, de l'influence du modèle américain, du développement extrêmement rapide des nouvelles technologies et des moyens de transmission des savoirs et des œuvres dans une société qui a perdu ses repères et qui cherche du sens, **il est nécessaire refonder nos politiques culturelles !**

**Pour ce faire, nous devons partir de l'idée, que « l'art est à la fois transmission et rupture, héritage et mouvement ». Le champ culturel est ainsi confronté à quatre enjeux majeurs :**

La transmission des savoirs composant notre patrimoine littéraire et artistique est un fondamental. Or le spectacle vivant souffre d'une diffusion insuffisante. Alors que le nombre de spectacles produits s'est très fortement accru depuis une dizaine d'années, le public ne s'est pas renouvelé et élargi en conséquence. Une idée simple qui n'épuiserait pas le champ de nos propositions est, comme j'ai déjà eu à maintes occasions de le dire lors du débat de la loi sur l'école, mais aussi sur l'égalité des chances, **une sensibilisation permanente aux arts et à la culture à l'école**. L'éducation artistique et culturelle dès le plus jeune âge c'est quand même autre chose que la *Star'Ac*, la *Playstation* ou encore *Doc gynéco* !

Le partage de la culture c'est se pencher aussi sur la manière de sensibiliser et d'accueillir toutes sortes de publics, de penser à des lieux, qui ne soient pas tant figés dans des labels mais occupés à des projets innovants qui encouragent le croisement des disciplines et soient adaptés aux nouvelles technologies. C'est s'attacher aussi à ce que se développe une offre culturelle de qualité sur Internet ...

Car si l'art est héritage, il est également mouvement. **A cet égard, la question de la place de l'artiste dans la société et du statut de la création est une question centrale.**

La crise des intermittents – crise non résolue aujourd'hui – l'a d'ailleurs posée de façon très cruciale, mais également la loi très débattue sur les droits d'auteurs. Nous pouvons régler la question de l'emploi culturel notamment à travers une loi d'orientation du spectacle vivant qui propose une véritable architecture de l'emploi artistique, par définition très diversifié, et qui garantisse un régime équitable et vertueux de l'intermittence.

**Le soutien aux créateurs dans leur diversité est une impérieuse nécessité et doit se poser dans les mêmes termes que pour nos chercheurs.**

**Tout cela pose bien entendu la question des financements de la culture aujourd'hui en crise et de l'organisation des territoires, aujourd'hui en panne.**

L'attention des médias s'est récemment portée sur le patrimoine, sur le recul de la francophonie dans le monde et les politiques culturelles qui l'accompagnent... Nous connaissons tous l'état de nos finances publiques, mais la culture, au même titre que l'éducation et la recherche doit, comme l'a dit Pierre Albertini, être un investissement pour l'avenir. **Son budget**, qui atteint péniblement les 1% de celui de l'Etat **doit faire l'objet d'une programmation pluriannuelle** afin de garantir les crédits nécessaires au rayonnement culturel de notre pays. Il faut bien sûr trouver des moyens de renouveler les financements de la culture dans un équilibre subtil entre la liberté de création et la pluralité des financements, publics et privés. Il faut continuer à encourager le mécénat par davantage de mesures fiscales incitatives. La culture, ne l'oublions pas, c'est du développement durable !

**Il faut enfin et surtout sortir de cette « paralysie » et de cette instabilité que vivent les artistes, les professionnels de tous les secteurs.** Aujourd'hui posez-leur la question de savoir si la décentralisation est un moyen d'optimiser les financements des collectivités territoriales et ceux de l'Etat. Ils n'en peuvent plus de cette stratification politico-administrative, qui au lieu d'amplifier une dynamique, la fige. De toute évidence la décentralisation culturelle, chantier inachevé du gouvernement, doit être organisée pour être réussie : qui fait quoi, comment et avec qui ? Les collectivités se sont investies, cela ne veut pas dire pour autant que l'Etat n'aura plus sa partition à jouer, mais il est essentiel de définir les rôles de chacun, de la place de l'Etat, de ses compétences, de celles des collectivités et surtout de leur articulation. **A côté de cette dimension locale de l'action culturelle qui doit viser en premier lieu à réduire les inégalités géographiques** Paris-Provence, entre régions, entre l'urbain et le rural (aujourd'hui un département sur 2 ne dispose pas de scène nationale alors que d'autres en disposent de 4 ou 5 ), **il faut aussi inscrire nos politiques culturelles dans une dimension européenne**, encourager la libre circulation des œuvres et des artistes, harmoniser les statuts sociaux et fiscaux des professionnels du secteur qui ne nous ont pas attendus -et ils ont eu raison- pour construire l'Europe de la culture.

**Non aujourd'hui, la culture n'est pas un luxe, oui elle est une nécessité tout comme l'éducation et la recherche, elle la clé de l'innovation dans nos sociétés.**

Comme l'a dit François Bayrou aux artistes et professionnels qui l'ont invité cet été au Festival d'Avignon, ces trois domaines relèvent davantage de l'être que de l'avoir. Ils doivent donc être prioritaires dans une « économie de la connaissance ». La culture n'est donc pas le simple chapitre d'un programme politique, elle est la composante d'un projet pour une nation.